



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021

approuvé par l'Assemblée générale tenue le 30 septembre 2023

Malgré cette année de nouveau très difficile en raison de la pandémie, les bénévoles de l'association nationale et de nos Espaces Conviviaux Citoyens (ECC) en région ont vraiment donné de leur mieux pour poursuivre nos objectifs. Grâce à la subvention de la Fondation de France obtenue en toute fin d'année 2020, un nouvel élan a été retrouvé parmi les membres du CA ayant tout fait pour à l'origine et des nouveaux administrateurs représentant nos Espaces Conviviaux Citoyens nous ont rejoints avec l'envie de reconsolider notre réseau et mettre en œuvre les projets prévus dans le cadre de la subvention de la Fondation de France.

1. LES ESPACES CONVIVIAUX CITOYENS (ECC) DU RÉSEAU ADVOCACY-FRANCE

En tant qu'association nationale agréée, Advocacy-France a accueilli à la rentrée 2021 un nouvel ECC membre de son réseau avec le projet de GEM L'Abondance à Pierrefitte. Une Convention de parrainage a été signée le **28 juin 2021**.

De nombreuses réunions Zoom pour faire connaissance avec le fondateur du projet « GEM L'Abondance », Mohamed Harzalli, et les membres de son équipe ont été organisées en amont pour apporter notre soutien, et exposer et personnaliser le contenu de la Convention de parrainage et la demande de subvention à l'ARS 93, également en présence à différentes occasions des représentants du CLSM du 93, de la Mairie de Pierrefitte, de l'ARS Ile-de-France, et enfin plus tard, l'association gestionnaire choisie - EHS (Espoir Hauts-de-Seine) notamment parmi les plus importantes, les **2 avril, 8 avril, 20 mai, 20 juillet et 3 septembre**. D'autres réunions ont permis d'améliorer sensiblement la rédaction de la convention de parrainage type et d'échanger sur la demande de subvention type de l'ARS. La demande de subvention à l'ARS Ile-de-France a été adressée par GEM L'Abondance le **30 juillet**, et sans réponse, notre Président a adressé conjointement avec le Président de GEM L'Abondance une lettre de relance et de soutien à l'ARS Ile-de-France le **22 décembre**. Nous avons confiance que la subvention GEM sera accordée en raison de la motivation et du travail important déjà accompli par l'équipe de GEM L'Abondance.

Cela porte le nombre d'ECC agréés GEM du réseau Advocacy-France à neuf en fin d'année, localisés en 4 régions : Paris/Ile de France (Paris et Pierrefitte), Normandie (Caen, Granville, Lisieux, Vire), Bretagne (Ploërmel) et PACA (Martigues et Avignon), dont l'association est le parrain agréé pour leur statut de « GEM » (Groupe d'entraide mutuel »).

Du lundi **21/6 au 24/6**, notre Président, Philippe a pu rendre visite à GEM La Vie Ploërmel, pour des rencontres avec les adhérents et l'animatrice, et a pris connaissance de l'esprit d'animation et de convivialité au sein de cet ECC, même si le masque restait de rigueur en raison du Covid 19. Discussions sur les réunions inter-ECC à venir et d'autres liens en Bretagne avec partenaires ont aussi été à l'ordre du jour.

A partir du mois d'août, afin de lancer le projet de réunions inter-ECC pour partager les préoccupations en commun, un groupe de travail a été formé avec la participation de 5-6 membres du CA selon les disponibilités. Un sondage avec des questions pertinentes a été conçu ensemble et ensuite mis sur « Google sondage » afin de mieux connaître nos ECC, comparer les préoccupations et déterminer les thèmes d'intérêt de discussions et positionnements possibles des différents ECC. Envoyé mi-septembre aux membres du CA représentant nos ECC, il a fallu jusqu'à la fin de l'année pour recevoir toutes les réponses et les analyser avec le but d'organiser une première réunion inter-ECC au début de l'année prochaine en fonction des thèmes préférés par la majorité.

2. AGRÉMENT NATIONAL ET REPRÉSENTATION DES USAGERS

Malgré l'épidémie qui continue, la demande de représentation des usagers aux réunions à distance (Zoom, Teams, Jitsi) a augmenté considérablement. Cet aspect du bénévolat a pris un temps considérable cette année, avec des nouvelles réunions régulières organisées par le Comité national de suivi des GEM au sujet de la pandémie auxquelles notre Président a assisté. Philippe Guérard a été particulièrement vigilant par rapport à tout risque de virage des GEM vers le "médico-social" (ex. injonction d'ouverture de l'ARS Bretagne pendant le confinement contesté par notre ECC GEM La Vie Ploërmel).

Face à l'impossibilité de payer depuis plusieurs années le montant des cotisations annuelles appelées par les sept différentes Fédérations auxquelles Advocacy-France « appartient », il a été décidé de réagir, et enfin faire face à la situation plutôt que de rester dans le silence en attente de relances. Ainsi, l'initiative a été de décider ensemble d'une politique par rapport au montant annuel dédié à ces adhésions en plus du travail bénévole fourni et des réunions spécifiques à ce sujet ont été organisées par Zoom. Par exemple, l'association s'est trouvée vis-à-vis de l'UNIOPSS avec une « dette » de 6 090,60 € de cotisations impayées depuis 2018, alors que par ailleurs, les membres du CA constatent que la majorité d'adhérents de l'UNIOPSS est composée de grandes associations de gestionnaires, qui défendent leurs budgets reçus de l'Etat et la gestion de leurs établissements. Les membres du CA estiment que notre participation, très limitée, n'est pas reconnue et plusieurs risques ont été soulevés (« instrumentalisation, censure du vécu, être un faire-valoir, uniquement pour leur crédibilité dans un système où nous ne sommes pas toujours d'accord, manque d'influence pour changer leur politique... »). Ainsi, chaque Fédération a été passée en revue et une politique décidée en fonction de l'intérêt pour remettre nos cotisations à jour et rester adhérent. Les lettres de demande d'annulation de la dette, et de réduction de cotisation ont été généralement positivement reçues. D'ailleurs depuis lors, l'UNAASS a changé sa politique en matière de cotisation et la cotisation de l'association nationale couvrent l'adhésion de nos 9 ECC qui ne sont plus redevables de cotisation régionale.

A. REPRÉSENTATION AUPRÈS DES CONSEILS, COMMISSIONS ET FÉDÉRATIONS FRANÇAISES

- COMITE NATIONAL DE SUIVI DES GEM

Notre Président, Philippe Guérard avec sa grande expérience dans la création et le fonctionnement des GEM nous a représenté tout au long de l'année aux **nombreuses réunions du Comité National de Suivi des GEM** organisés par la CNSA. Ces réunions ont été plus fréquentes en raison de la crise sanitaire Covid 19.

- CNCPH - Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées

Advocacy-France détient un siège dans le "Collège des représentants des associations de personnes en situation de handicap ou leurs familles". Philippe a continué à nous représenter lors des **réunions plénières tenues à distance tous les mois**, avec Bernard Miele en suppléant.

Commissions CNCPH :

Stéphanie Wooley, et une partie de l'année Bernard Meile, ont assisté aux **réunions mensuelles de la Commission « Questions européennes et internationales, application des conventions »** tenues aussi à distance maintenant. Advocacy-France étant membre aussi d'autres commissions (« Compensation du handicap et ressources » et « Territoires et citoyenneté »), il n'est pas souvent possible de trouver des représentants disponibles et il faudrait continuer à faire appel aux bonnes volontés.

- SOUS-COMMISSION « DROITS DES MALADES, PLACE DU PATIENT, DE LA FAMILLE ET DES ACCOMPAGNANTS »

Stéphanie a été sollicitée en juillet pour rejoindre la « Sous-commission Droits des malades, Place du patient, de la famille et des accompagnants » de la Commission Nationale de Psychiatrie. C'est la première fois qu'Advocacy-France est invitée à s'impliquer dans cette « commission » ou au « Plan ministériel pour la psychiatrie et santé mentale » mais le titre même de cette sous-commission en dit long sur ses promesses. Stéphanie a assisté aux réunions de cette sous-commission tenues toujours le soir à 18h00 les **9 juillet, 31 août, 19 octobre, 16 novembre et 14 décembre**. Très peu d'explications ou de documents ont été fournis sur la Commission nationale, malgré la demande. Les grands axes de travail sont : Représentation des patients dans les unités de soins, commissions de médiation, implication et droits des familles et des accompagnants, évolutions induites par le contexte de la pandémie, « problématique » des Soins Sans Consentement à moyen et long terme en articulation avec la Commission « Médico-légale » pour accompagner les acteurs et les établissements vers une politique de réduction de ces pratiques à travers la problématique des droits des malades ». La FNAPSY est peu présente, mais la contribution de l'UNAFAM avec sa Présidente Marie-Jeanne Richard est souvent très utile et notre relation avec cette union de familles s'est nettement améliorée depuis son élection. Cependant, le psychiatre Michel Triantafyllou dirige les débats et les auditions d'experts extérieurs, et semble peu compter sur l'expertise des membres de cette commission.

- CFHE - Conseil Français des Personnes Handicapées pour les questions européennes

Notre Président représente Advocacy-France en tant que membre du Conseil d'Administration du CFHE. Il a participé à la réunion du Conseil le **21 avril** et des problèmes techniques ont empêché par la suite sa présence pour lesquelles des solutions doivent être trouvées. Philippe, Stéphanie et Bernard ont assisté à l'AG tenue le **7 juillet** - enfin en présentiel à Paris. Nos relations avec le CFHE se sont encore renforcées cette année avec notre implication dans le tout premier examen de la France en août (malheureusement à distance) par le Comité des droits des personnes handicapées de l'ONU sur la mise en œuvre par la France de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (voir plus loin).

- GFPH - Groupement Français des Personnes Handicapées

Advocacy-France est membre du GFPH depuis longue date et notre Président Philippe Guérard nous représente au sein de son Conseil d'administration. Il a assisté aux réunions du CA les **25 février et 27 avril**, ainsi que l'Assemblée générale tenue le **21 juin**. Composée d'un nombre réduit de petites associations de personnes en situation de handicap, ce groupement représente encore un autre courant du mouvement des personnes handicapées, très impliqué au niveau international mais avec peu de moyens, et contribue à élargir nos échanges. À la fin de l'année, Philippe a été sollicité par la GFPH et l'ARRIFS pour intervenir lors d'une série de formations « intervenants pair » à Angers. Une première formation a eu lieu sur place le **14 décembre**, en présentiel.

- UNAASS (Union Nationale des Associations Agréées du Système de Santé - "France ASSOS SANTE")

La situation sanitaire ne nous a pas permis de participer aux travaux de cette Union, à l'exception de l'AGE tenue le **20 janvier**. Nos arriérés de cotisations toujours en négociation, une issue favorable a été donnée, y compris au niveau politique générale, et d'autres catégories de cotisation créée après la tranche « associations dont le budget est inférieur à 100 000 € ».

- COLLECTIF NATIONAL DES SISM (« Semaines d'information sur la santé mentale »)

Cette année, les événements de la SISM ont eu lieu principalement à distance du **4 au 17 octobre** autour de la thématique « Santé mentale et respect des droits ». Plusieurs ECC ont participé.

- UNIOPSS - Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux –

Bernard Meile, nous a représenté au début de l'année auprès de cette Union pour l'AG tenue le **8 avril** et Philippe a pu assister à la réunion du Groupe de concertation Santé Mentale le **13 septembre**. Toute bonne volonté pour rejoindre notre représentation auprès de l'UNIOPSS est la bienvenue.

- FAS - Fédération des acteurs de la solidarité et CAU - Collectif des Associations Unies

De même, Bernard et Philippe nous ont représentés cette année auprès de ces fédérations à l'AGE tenue le **25 mars** et l'AGO le **11 juin**, et une réunion de travail le **9 avril**, mais ont été très souvent trop pris par ailleurs pour assurer plus d'implication.

B. REPRÉSENTATIONS NATIONALES INSTITUTIONNELLES ET PARTENARIALES

- CCOMS – Lille – Centre Collaborateur de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la recherche et la formation en santé mentale –

Philippe Guérard nous représente en tant que membre du Comité Scientifique du CCOMS et a assisté aux deux réunions annuelles du Comité à distance les **16 juin et 26 novembre**. Le **28 mai**, il a été sollicité pour une intervention lors du Webinaire CCOMS : « Initiative Quality Rights de l'OMS : un outil concret pour la promotion des droits dans les services de santé mentale », organisé en partenariat avec Advocacy France, l'ADESM et l'UNAFAM. Stéphanie ayant suivi la formation en ligne de l'OMS en anglais et la courte formation à Paris du CCOMS Lille a aidé notre Président avec sa présentation par réunions Zoom les **24 et 27 mai** et les membres du CA ont été encouragé à regarder les informations disponibles sur « Quality Rights » sur le site web de l'OMS (même si pour l'instant disponible en anglais seulement). Stéphanie s'est également entretenue avec Simon Vasseur-Bâcle qu'elle connaît de très longue date, promu aujourd'hui du CCOMS Lille à un poste de « Conseiller Droits et Activités internationales à la Délégation Ministérielle à la Santé Mentale et à la Psychiatrie (DMSMP) » au Ministère de la santé.

Advocacy-France ayant participé depuis de nombreuses années aux projets de recherche du CCOMS, Alexandre Farcy a bien voulu rejoindre le Comité de pilotage de la recherche « Copyscat » actuellement en cours sur « la mortalité cardio-vasculaire et troubles somatiques associés chez les personnes qui ont un problème de santé mentale » à partir du mois d'août pour remplacer Claude Ethuin et assister à leurs réunions.

Enfin, notre Président a été également sollicité cette année pour un interview dans la newsletter du CCOMS Lille (voir plus loin).

- **CAPDROITS (ex-Collectif Contrast)** - Notre participation reste assidue et engagée depuis 2015 au sein de ce projet de recherche sur « Les droits des personnes à l'épreuve des contraintes légales – santé mentale, handicap et dépendance » en tant que membre du Comité de coordination et du Comité Partenarial. Stéphanie et une partie de l'année Bernard nous ont représentés aux réunions régulières du Comité de coordination et aussi aux réunions dédiées à la nouvelle « Communauté de recherche mixte » financée par l'IRESP. Au total, **cette activité a représenté plus de 36 réunions cette année** de plusieurs heures, voire la journée, ce qui est devenu un rythme bien trop prenant. Stéphanie a aussi contribué beaucoup de temps à travailler sur la rédaction de la demande de ce dernier financement important de l'IRESP qui a été obtenu. Cela a permis à Capdroits les moyens pour qu'Advocacy-Paris rejoigne directement ce projet de recherche avec un nouveau groupe local organisé par cet ECC à la rentrée !

Dans le cadre de cette « Communauté de recherche mixte » regroupant 9 équipes régionales en France et 2 équipes internationales (Francophone et Anglophone), et malgré la situation sanitaire, un 1^{er} « CapLab » a été tenu du 30 juin au 1er juillet conjointement avec un 3^{ème} « Confcap » du 2 au 3 juillet 2021 en présentiel à l'université Lumières à Lyon. Stéphanie a pu inviter Nadia Hadad de l'ENIL, Vice-Présidente du Réseau européen pour la vie indépendante (ENIL) de Bruxelles à intervenir à cette occasion, avec une réunion en amont d'accueil et de préparation le 18 juin. Stéphanie, et Nicole et Jacques d'Advocacy-Paris ont pu participer à ces 4 jours à Lyon grâce au soutien de Capdroits. Par la suite, Bernard a participé à une réunion du « Comité éthique » le 25 août lancé par Capdroits et Stéphanie à une journée entière de debriefing de ces Caplab-Confcap tenus en juillet le 8 septembre. À la fois Bernard et Stéphanie n'ont pas trouvé ces travaux équilibrés au niveau de la prise en compte de notre voix et il faudrait revoir l'étendue de notre collaboration.

3. INTERVENTIONS ET PARTICIPATION AUX ÉVÈNEMENTS EXTÉRIEURS

Sollicités pour une audition dans le cadre d'une étude sur la psychiatrie et la santé mentale menée par Magali Coldefy pour la HCAAM (Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie),

18 janvier : Réunion Zoom de préparation à cette audition HCAAM

1 février : Audition Philippe, Alexandre et Cyrille (aspects régionaux et nationaux)

2 février : Audition Stéphanie (comparaison services européens)

23 février : Participation Philippe, Réunion à distance avec le Défenseur des droits (Claire Hédon) et l'UNAFAM organisée par le CNCPPH

27 et 28 septembre : « Assises de la santé mentale et la psychiatrie » - malgré la lettre ouverte adressée au président de la République le 3 juin par 16 associations adhérentes de l'UNIOPSS et associations membres du groupe de concertation santé mentale (y compris Advocacy-France) alertant sur la méthode d'élaboration des Assises de la santé mentale et de la psychiatrie, et réclamant des Assises « ouvertes à toutes et à tous », seuls les Présidents de la FNAPSY et l'UNAFAM sont intervenus. Ces 2 journées décevantes ne semblent pas avoir eu beaucoup d'impact.

5 et 6 octobre : Sommet mondial de la Santé Mentale, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères : Stéphanie a été sollicitée par Michelle Funk, Directrice de l'Unité Politique, législation et droits humains du Département Santé mentale et utilisation de substances psychoactives de l'OMS pour co-organiser et être modératrice de l'atelier intitulé « Comment innover pour garantir les droits dans les services de santé mentale » de l'OMS. Des réunions de préparation avec les intervenants de la table ronde ont été tenues les **26 juillet, 22 septembre, 28 septembre et 4 octobre**.

13 octobre : participation Forum Rétablissement, La Villette Paris

18 octobre : Plusieurs administrateurs rencontrent l'association Handicitoyen qui a sollicité un rendez-vous par Zoom pour se connaître mutuellement

15 décembre : Philippe participe au 6^{ème} Rencontres nationales des CLSM

4. PARTENAIRES EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX

- **SME-MHE - Santé Mentale Europe – Mental Health Europe** : Après l'expiration de son mandat d'administrateur, Stéphanie continue à nous représenter dans nos relations avec cette Fédération dont Advocacy-France est membre depuis la première heure, en tant que membre élu de la Commission d'accréditation et d'adhésion et membre du Task Force « Au-delà du paradigme biomédical ». Dans le cadre de notre nouvelle politique d'adhésions, l'association a été dispensée des cotisations en souffrance et un montant raisonnable accepté pour la cotisation annuelle. Stéphanie a participé cette année aux réunions et actions suivantes de Santé Mentale Europe :

5 février et 4 mars : Réunions sur davantage de participation des associations des usagers et membres individuels ayant une expérience vécue au sein de cette Fédération personnes

25 mars : Séminaire à distance SME / EDF et projet de plateforme commune contre le projet de protocole d'Oviedo

7 et 8 mai : Assemblée générale et séminaire de renforcement de la capacité à distance

10 mai : Conférence journée en ligne de l'UE sur la pandémie Covid 19 et les droits des personnes handicapées

11 mai : Webinaire SME – OMS – Droits humains et santé mentale

18 mai : Conférence EUPHA - European Public Health Association à distance en soirée « L'avenir de la recherche en santé mentale »

11 juin : Réunion de feedback avec SME sur le plan stratégique de cette ONG européenne

14 juin : Intervention sur la nécessité de mettre fin à la coercition lors du « Side Event » à distance de la COSP (Conférence des États Parties à la CDPH de l'ONU) à New York intitulé « From Europe and beyond – Global Perspectives on the Draft Additional Protocol to the Oviedo Convention » organisé par SME et la Fondation Validity.

18 juin : Participation au « Side Event » à distance sur les « Recours et réparations pour victimes de l'institutionnalisation » lors de la COSP organisé par Tina Minkowitz (CHRUSP), Validity Foundation et TCI Asia

14 octobre : Webinaire SME sur le plan stratégique en cours.

- **ENUSP - Réseau européen des (ex-)usagers et survivants de la psychiatrie** : Stéphanie Wooley est administrateur-adjointe de l'ENUSP représentant notre association, et participe aux réunions du CA une fois par mois par Zoom. De multiples autres activités et relations avec nos partenaires sont menées en permanence par ce réseau européen.

Parmi plusieurs initiatives, ENUSP continue à participer activement à la campagne contre le projet de protocole à la Convention d'Oviedo avec le Forum européen des personnes handicapées (EDF). L'initiative de ce protocole date de 2004, plusieurs années avant la ratification de la CDPH de l'ONU. Ses principes de base sont totalement obsolètes, et permettraient l'autorisation de l'hospitalisation, l'isolement, la contention, et des traitements (y compris électrochoc) sans le consentement des personnes et en violation de leurs droits inscrits dans la CDPH de l'ONU. Après notre campagne nationale en 2018, des nouveaux efforts sont encore nécessaires. Ce projet de protocole du Conseil de l'Europe a été dénoncé notamment par plusieurs instances de l'ONU, mais aussi par l'Assemblée Parlementaire et le Commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe lui-même. Pour tenter de nous amadouer, le Conseil a décidé de lancer en même temps une étude sur les « bonnes pratiques » pour réduire la contrainte en même temps que ce projet de protocole. Par ailleurs, Stéphanie contribue avec ENUSP sur les futures « **Lignes Directrices de l'OMS en matière de législation relative à la santé mentale et les droits humains** » prévues pour une publication en 2023.

Participation aux principales réunions et manifestations de l'ENUSP :

24 février et 14 mai : Interventions lors des réunions d'information et de sensibilisation en ligne organisées par ENUSP pour ses membres sur le projet de protocole d'Oviedo

16 mars : Intervention lors de l'Audition publique sur la Désinstitutionnalisation des personnes handicapées organisée par la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur les « Bonnes pratiques concernant les mesures volontaires en psychiatrie »

24 mars : Réunion ENUSP avec SME sur un accord de coopération potentiel

5 mai : Réunion ENUSP – EDF sur la stratégie contre le projet de protocole d'Oviedo

12 mai : Lancement de la plateforme commune avec SME et EDF contre le projet de protocole d'Oviedo (<https://www.withdrawoviedo.info/join>)

18 mai : Webinaire Covid et santé mentale organisé par l'OHCHR

21 mai : Conférence « Au-delà des 'alternatives' en santé mentale »

25 mai : Consultation avec le Comité des droits de la CDPH de l'ONU pour la région Europe concernant la désinstitutionnalisation

26 mai : Réunion « feedback » avec EDF

27 mai : Réunion ENUSP – EDF sur la stratégie contre le projet de protocole d'Oviedo

1 juin : Réunion de concertation des partenaires contre le projet de protocole d'Oviedo

10 juin : Participation au lancement en ligne des Lignes Directrices de l'OMS pour les services de santé mentale centrés sur la personne et fondés sur les droits humains

27 octobre et 2 novembre : Réunion de préparation et intervention lors de la réunion du Comité DH Bio au Conseil de l'Europe à distance aux côtés d'EDF, SME, Inclusion Europe, et EASPD (Fédération européenne des associations gestionnaires de services aux personnes handicapées)

15 novembre : Intervention à distance lors de l'ouverture de la Consultation intersessionnelle du Comité des droits de la CDPH de l'ONU sur la santé mentale et les droits humains

25 novembre : Réunion de suivi des participants à la formation EPF (European Patients' Forum) sur le « leadership » que Stéphanie a complété en 2020 grâce à l'ENUSP.

Enfin, et par ailleurs, Stéphanie a pu apporter son concours à l'obtention d'un financement bien nécessaire pour l'ENUSP accordé par l'OSF (Open Society Foundation - George Soros) en fin d'année avec notamment des réunions de travail les **27 juin, 26 juillet, 12 août (avec OSF), 28 septembre, et 14 octobre.**

- **EDF – European Disability Forum - Forum européen des personnes handicapées :** Par le biais de l'ENUSP, Stéphanie agit en tant que suppléante de Jolijn Santegoeds, membre du CA d'EDF. Elle a pu représenter ENUSP lors de l'AG annuelle en ligne le **23 avril** et à d'autres occasions, notamment contre le projet de protocole d'Oviedo.

5. ACTION INTERNATIONALE

L'action la plus importante sur le plan international cette année, représentant une occasion unique, a été le tout 1^{er} examen par le Comité des droits des personnes handicapées de l'ONU de la France en tant que pays signataire de la CDPH de l'ONU. Suite à la coalition (pour le handicap psychosocial) formée lors de la pré-session en septembre 2019, la soumission de notre rapport et nos interventions directement à l'ONU à Genève auprès des membres du Comité des droits, une importante préparation pour cet examen a eu lieu en amont des sessions finalement tenues malheureusement à distance en raison de la situation sanitaire, les **18, 20 et 23 août.**

De nombreuses réunions de préparation et de rédaction organisées par EDF et IDA (International Disability Alliance), parfois en présence de notre Rapporteur pays du Comité, Jonas Ruskus, ont eu lieu les **27 avril, 15 juillet, 18 juillet** (pour nos soumissions), **26 juillet** (organisation de la réunion privée à venir avec les membres du Comité), **27 juillet, 13 août, 15 août, et 17 août**, et aussi même

pendant les sessions de « dialogue constructif » entre le Comité des droits et la France les **18, 20 et 23 août** pour faire le point ensemble après avoir entendu les explications des représentants de l'Etat français et pour répondre aux nombreuses questions des membres du Comité des droits. Des réponses aux questions qui nous ont été soumis par les membres du Comité ont été envoyées le **dimanche 22 août**.

Notre Rapport parallèle au nom d'Advocacy-France a été envoyée au Comité des droits de l'ONU le **6 août** en anglais et en français avec l'aide de ces partenaires, et grâce aux contributions de Stéphanie, Bernard et Philippe. Lors de la réunion privée à distance en amont réservée aux ONG représentatives auprès du Comité, Stéphanie a pu intervenir 7 minutes pour faire valoir nos demandes le **16 août**.

Pendant ces 3 jours intenses du mois d'août lors de la session d'examen de la France que nous avons suivi en ligne (session publique), une concertation étroite entre Philippe, Stéphanie et parfois Bernard, par téléphone, SMS et email a été très importante et intéressante pour réagir et répondre aux questions du Comité sur le vif.

Notre rapport parallèle (en français et en anglais), ainsi que toutes les soumissions des associations de la société civile, des ONG représentatives des personnes handicapées, du CFHE, du Défenseur des droits, du CGLPL, etc. présentées au Comité des droits des personnes handicapées sont disponibles sur le site web du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU ici : https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/SessionDetails1.aspx?SessionID=1343&Lang=en

L'examen de l'État français par le Comité des droits avec ce « dialogue constructif » était publique et diffusé sur UN TV sur les articles 1 – 10 du CDPH le 18 août, avec suite du dialogue pour les articles 11 – 20 le 20 août, et fin avec les articles 21 – 33 le 23 août. Voir ici (traduction française disponible : <https://media.un.org/en/asset/k1b/k1bv5fepmw>).

Suite à ce tout premier examen de la France par le Comité des droits de l'ONU, beaucoup plus détaillé que les examens qui suivront, notre « coalition » informelle d'associations ayant participé a sollicité un rendez-vous avec la nouvelle Controlleure générale des lieux de privation de liberté (CGLPL), Dominique Simonnot. Les associations Advocacy-France, Alliance Autiste, Stop aux traitements forcés et France Disability ont pu dialoguer avec elle et exposer nos préoccupations pendant plus d'une heure le **26 octobre**. Philippe et Stéphanie ont pu participer à cette réunion. Le sujet de la privation de liberté en institution médico-sociale (type MAS) a été largement évoqué.

- AGGID-SMQ – Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec : Martine Dutoit et l'équipe d'Advocacy-Paris nous représente depuis de nombreuses années auprès de cette association.

Enfin, sur le plan international, Stéphanie a accepté d'intégrer le Comité scientifique pour un projet de recherche européen de 2 ans sur le Covid 19 et la Santé Mentale mené par la Faculté de droit et politique du handicap de l'Université nationale d'Irlande – Galway avec les premières réunions les **28 mai et 19 novembre**. Elle a été aussi sollicitée par Michelle Funk de l'OMS pour une consultation / formation des pays Africains francophones sur le programme Quality Rights le **18 novembre** en ligne.

6. SUBVENTION FONDATION DE FRANCE – AIDE METHODOLOGIQUE+

Une réunion par Zoom avec Catherine Barberot, fondatrice et directrice de Com' par enchantement (CPE) Communication a été organisée par Zoom le **14 septembre** avec Philippe et Stéphanie pour voir si la possibilité de nous soutenir dans le cadre de la subvention Aide Méthodologique+ de la Fondation de France l'intéressait et si nous estimions qu'elle serait le bon cabinet de consultants à retenir dans le cadre de cette subvention spécifique. Catherine était déjà connue de plusieurs membres de l'association étant intervenue dans le cadre de la Mad Pride organisée par Advocacy-France en 2015. Le **18 octobre**, tous les membres du CA étaient conviés à une réunion avec elle par Zoom pour présenter sa proposition et Philippe, Alexandre, Sonia et Stéphanie ont pu y assister. Son devis correspondant au montant de la subvention accordée (6 000 € TTC ou 5 000 € HT), et avec sa disponibilité pour intervenir en soirée de 18h00 à 21h00 quand les membres du CA pouvaient se rendre disponibles, le Conseil d'administration a décidé de la retenir pour 6 sessions de conseils prévus et financé grâce à cette subvention.

La toute première session a eu lieu le **27 octobre** sur le thème « Savoir communiquer », suivi par une deuxième session le **22 novembre** sur « La gouvernance ». Une réunion de debriefing après chaque séance a eu lieu entre Catherine, Philippe et Stéphanie pour finaliser le compte rendu détaillé et préparer la séance suivante (**1 novembre, 16 décembre**) et cette action continuera en 2022 selon les disponibilités des membres du CA.

7. GOUVERNANCE ET ORGANISATION

Transfert du siège social et services administratifs GE Media

Comme prévu, suite au départ d'Advocacy-Paris de son local Place des Fêtes à Paris hébergeant le « siège » d'Advocacy-France depuis de nombreuses années, nous avons transféré le siège de l'association nationale à la Maison des associations (MDA) d'Hérouville (où se trouve le siège d'Advocacy-Normandie). Cette MDA offre en plus des services partagés (payants) pour les nombreuses associations y ayant leur siège par le biais de l'association « GE Media ». Suite à une réunion à distance le **20 avril** avec son Directeur, Grégory Autier, Advocacy-France a pu en devenir membre direct et bénéficiaire de leurs services à partir du début du mois d'octobre. Une convention a été signée pour la mise à disposition d'une assistante de gestion deux après-midi par mois (8 heures) avec un système de « co-employeurs » géré par GE Media. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est la première fois depuis fort longtemps qu'Advocacy-France ait pu bénéficier de services professionnels extérieurs (gestion et comptabilité). Malheureusement, la subvention pour soutenir notre structure accordée par la Fondation de France était moindre que la somme demandée, la différence d'environ 30 000 € correspondant au montant prévu pour l'embauche d'un(e) secrétaire salarié(e) à temps partiel. Sachant le coût assez lourd des salaires et des charges, il a été décidé de consacrer le montant accordé plutôt directement aux projets qu'à l'embauche d'un(e) secrétaire dont la pérennité du poste ne pouvait être assuré même pendant un an. Marine Quenaut, Assistante de gestion, intervient deux après-midis par mois au service de l'association depuis le 13 octobre et peut parfois se rendre disponible pour assurer quelques demi-journées supplémentaires. Stéphanie a régulièrement contacté avec elle par téléphone et des réunions Zoom ont été organisées avec Philippe également, notamment au début de son intégration. Un Google Drive partagé avec elle a été mis en place pour archiver tous nos fichiers et documents importants et pour échanger à tout moment.

Notre secrétaire, Stéphanie, s'est rendue à Caen du **16 au 18 septembre** pour voir notre nouveau siège, rencontrer notre nouvelle Assistante de gestion, Marine, alors candidate, et le Directeur Grégory Autier, Directeur, GE Media, rejoint par notre Président Philippe, notre Trésorier Alexandre Farcy et notre membre du CA chargé de l'informatique/technique, Christian Mahaut. Nous avons profité pour inviter la Déléguée régionale d'Advocacy Normandie, Julie, à déjeuner pour la remercier pour son appui à l'association nationale depuis de nombreuses années alors qu'elle est déjà extrêmement prise avec Advocacy-Normandie.

Par la suite, une réunion à distance pour préciser le contenu de la convention et les services a eu lieu le **29 septembre** avec Marine et GE Media.

Réunions du Conseil d'administration

Un très grand nombre de réunions officielles et de travail du Conseil d'administration a été tenu à distance avec l'espoir de reconsolider l'association et trouver les moyens de nos ambitions (qui peut faire quoi). Ces réunions ont eu lieu tout au long de l'année (sauf juillet et août) : les **26 janvier**, **2 février** (consacrée aux fédérations et réseaux extérieurs et politique de cotisation), **13 février**, **18 février** (consacrée à notre positionnement), 4 mars, 21 mars (suivi fédérations – cotisations), **31 mars (1^{ère} intégration au CA d'un membre de l'ECC Mine de Rien à Avignon)**, **8 avril**, **31 mai**, **25 juin**, **23 septembre**, **14 octobre** (préparation réunion CA et séminaire en présentiel), 21 octobre, 10 novembre (préparation de notre 1^{ère} réunion du CA en présentiel depuis longtemps le week-end suivant), **12 – 14 novembre** (Réunion CA et séminaire en résidentiel, Asnelles, Normandie), **15 décembre**.

La réunion du CA et séminaire à Asnelles du 12 au 14 novembre a été rendu possible grâce à nos nouvelles relations avec la MDA d'Hérouville, car nous avons pu trouver un site tout à fait approprié et à un coût très raisonnable pour réunir notre Conseil d'administration en voie de « reconsolidation » pour la première réunion en présentiel depuis plusieurs années, ainsi qu'une journée de séminaire. Le programme de ces journées et compte-rendu sont disponibles à la demande.

Deux réunions de « bureau » ont été aussi organisées cette année en fonction des besoins et disponibilités avec le Président, la Secrétaire et le Trésorier et tout au long de l'année, le Président et la Secrétaire se sont concerté par téléphone et par de nombreuses réunions Zoom.

Enfin, une Assemblée générale a été organisée en fin d'année, le samedi **18 décembre** par Zoom, pour approuver le Rapport d'activités et le Rapport financier 2020, faire le point sur l'année 2021 et nos projets en cours. Une grande partie de l'Assemblée a été consacrée au partage d'informations et photos des 9 ECC du réseau. Tout en souhaitant se retrouver en présentiel de nouveau le plus tôt possible, c'était une belle occasion de se retrouver avec plusieurs anciens membres en ligne en prime.

8. INTERVIEWS ET PUBLICATIONS DE NOS MEMBRES EN 2021

Philippe a été sollicité par le CCOMS pour un interview pour la newsletter du GCS. Des réunions de préparation ont été organisées les **27 et 28 septembre**, et l'interview donné à Alain Dannel le **30 septembre**. Un « droit de regard » avant publication a été demandé et le projet d'article revu ensemble avec Stéphanie le **7 octobre**. L'interview de notre Président a été publié dans la lettre du GCS pour la formation et la recherche en santé mentale n° 67 d'octobre. Voir :

<https://www.recherche-sante-mentale.fr/newsletter/67-10-21.html>

Stéphanie a été interviewé par Eléonore Segard dans le cadre de sa recherche pour l'EASPD (Fédération européenne des association gestionnaires de services aux personnes handicapées) sur la formation à la convention CRPD auprès des acteurs du médico-social. Voir : <https://easpd.eu/publications-detail/exploratory-study-on-training-of-service-providers-staff-based-on-the-united-nations-convention-on-the-rights-of-persons-with-disabilities-principles/>

Suite à l'appel de collaboration par le Rapporteur spécial pour les droits des personnes handicapées de l'ONU, Catalina Devandas, à laquelle Stéphanie a répondu dans le cadre du projet de recherche commissionné au Centre de droit et politique du handicap de l'Université nationale d'Irlande à Galway en 2019-2020 avec Magali Coldefy (IRDES) et Marieke Podevin (Argo Santé), un article sur les résultats de ce volet de la recherche en France a été publié en français et en anglais dans le n° de janvier 2021 de la revue "Question d'économie de la santé" de l'IRDES :

Coldefy M. (Irdes), Podevin M. (Argo Santé), Wooley S. (European Network of (ex-)Users and Survivors of Psychiatry, Santé Mentale Europe, Advocacy-France) : « Les privations de liberté en raison d'un handicap : causes, freins et leviers » : <https://www.irdes.fr/recherche/2021/qes-254-les-privations-de-liberte-en-raison-d-un-handicap.html>

Ce rapport d'activités est le Rapport d'activités de l'association au niveau national. Les Rapports d'activités des ECC agréés GEM membres du réseau d'Advocacy-France sont disponibles à la demande.

L'Association remercie tous ceux qui ont participé à nos activités durant cette année 2021 difficile et nous vous invitons à nous rejoindre pour atteindre nos objectifs en 2022.

OBJECTIFS A POURSUIVRE EN 2022

- Continuer avec la restructuration et reconsolidation de l'association nationale,
- Renforcer les relations et empowerment avec nos ECC agréés GEM (formations, rencontres inter-ECC, prise de positions communes...), nouvel ECC à appuyer pour sa subvention ARS et à intégrer dans notre réseau (GEM L'Abondance),
- Concertation accrue et politique commune à établir aux fins de notre représentation (notamment CNCPPH),
- Poursuivre notre collaboration avec nos partenaires/fédérations nationaux en adhérant en fonction de nos moyens,
- Advocacy en France sur la base des Observations finales et demandes du Comité des droits de l'ONU suite à l'examen de la France,
- Communiquer avec la refonte du Site Web, relance de notre bulletin « Mégaphone »,
- Poursuivre la collaboration avec le projet de recherche Capdroits, notamment avec l'intégration du groupe de recherche local d'Advocacy-Paris,
- Poursuivre la campagne contre le projet de protocole de la Convention Oviedo avec ENUSP, SME et nos partenaires,
- Contribuer aux projets de l'ENUSP et Santé Mentale Europe (guides usagers/familles sur les traitements, guide pour mettre fin à la contrainte en psychiatrie...).